



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

20/10/2026

Candidature Mélenchon, face à la crise du capitalisme : ne pas se laisser détourner de la lutte pour le changement révolutionnaire.

Le mercredi 14 octobre, le candidat Mélenchon a présenté son plan¹ pour : " *remettre de l'ordre dans les comptes publics* ". Le programme économique sera lui présenté en novembre. Il est cependant possible d'en deviner les grandes lignes, déjà largement esquissées dans les plans thématiques et les plans d'investissement productif² disponibles sur le site de LFI.

Le choix du titre : " *remettre de l'ordre dans les comptes-publics* " n'est évidemment pas neutre et même s'il ne concerne temporellement que le budget 2027 en préparation, il prend une signification pour le présent et l'avenir. Le candidat Mélenchon, dit-il, loin de contester fondamentalement le rôle du budget de l'État comme un outil de régulation et d'accumulation du capital, est au fond d'accord avec ce rôle central de l'État capitaliste et entend en donner une version concernant sa " *remise en ordre* ". Il le fait ainsi, en partant de l'analyse que les dix dernières années ont dégradé la capacité de l'État à servir les intérêts du capital.

Dans son plan, Mélenchon prévoit 106 milliards de recettes supplémentaires liées à l'alourdissement de la fiscalité sur les entreprises et les ménages aisés. 85 milliards de ces recettes supplémentaires seraient affectées à des dépenses sociales : augmentations des fonctionnaires, Smic porté à 2.000 euros brut contre 1867.03 aujourd'hui soit une augmentation de 133 euros (+7,1%) amélioration des services publics, tandis que 25 milliards contribueraient à réduire la dette. Cette dernière s'élève, rappelons-le, à 3.641 milliards d'euros soit 119% du PIB. Ces 25 milliards représentent la moitié de ce que projette le 1^{er} ministre dans le projet de budget dont la discussion s'ouvre au Parlement. Cela signifie que Mélenchon se place dans la perspective d'une réduction plus lente de la dette en la légitimant.

Les mesures préconisées par Mélenchon s'appuient sur une conception générale de la relance économique par l'augmentation de la demande et les investissements publics. Politique économique pouvant être, selon nous, qualifiée de keynésienne. Cette politique ne remet pas en cause le mode de production capitaliste. Elle reste donc dans le cadre de l'économie et de la domination capitaliste. C'est si clair qu'à propos de Total, voici ce qu'a déclaré récemment Mélenchon lors de sa conférence de presse : " *Total défend ses intérêts capitalistes, nous défendons les intérêts du peuple français, il doit bien y avoir moyen de trouver une solution* ", ajoutant qu'il s'opposait même à l'idée d'une " *nationalisation sanction* " en expliquant que c'est contre-productif. Selon lui, il faudrait donc plutôt chercher un compromis ! Quant au terme de " *nationalisation sanction* ", il est inapproprié, il s'agit de reprendre aux capitalistes ce qu'ils ont extorqué aux travailleurs et de le leur rendre. Mélenchon ne remet donc pas en cause la légitimité de la propriété des actionnaires capitalistes.

Les documents économiques publiés par LFI confirment ce jugement. Ainsi, ils préconisent pour la filière automobile : " *un pacte productif* " entre l'État et les constructeurs. D'une manière générale, selon LFI, les investissements publics sont censés entraîner ceux du privé et jouer un rôle d'entraînement afin d'orienter la production, non en fonction d'intérêts financiers immédiats à court terme, mais vers les besoins.

Le problème de fond, est le suivant : si le capitalisme d'État en France a beaucoup changé depuis les années 80, l'interventionnisme étatique ayant connu une forte croissance, rappelons-nous les 211 milliards d'aides aux entreprises mis en lumière par un rapport sénatorial, la main mise sur la Sécurité Sociale³...par son étatisation non remise en cause par Mélenchon, n'a pas pour autant joué un rôle déterminant dans l'orientation des

investissements capitalistes. Au contraire, ces derniers ont pris l'ascendant et dictent leur politique. De ce point de vue, il convient de rappeler, une règle fondamentale du développement capitaliste. Ce qui détermine les investissements privés, c'est d'abord leur rentabilité potentielle. Ils dépendent des profits et non des besoins sociaux. Or dans une situation, sur le temps long, de taux de profit diminuant, la croissance de l'investissement et de la productivité a tendance à baisser. La principale raison de cela tient à la nature même de l'économie capitaliste. Les capitalistes n'investissent davantage pour accroître la productivité de leur main-d'œuvre que s'ils anticipent une rentabilité accrue du capital. Dans ces conditions, la fonction investissement de l'État revient à des subventions ayant tendance à alimenter la financiarisation et non la production. Rien à attendre donc d'une relance keynésienne. Une relance des investissements publics ne peut donc avoir de sens uniquement si l'État maîtrise suffisamment l'appareil productif et financier par la voie d'une socialisation effective, cela implique donc des nationalisations en nombre. Or rien de cela n'est un objectif de Mélenchon, préférant dissenter sur la transition écologique, les éco-régions et la révolution citoyenne, niant le rôle de classe de l'État, et n'étant là que pour répondre aux aspirations et inquiétudes légitimes d'une partie importante de la population et surtout de la jeunesse.

Au fond, le candidat Mélenchon, s'il surfe, avec habileté, sur une colère populaire et de la jeunesse prenant racine dans les conséquences d'une politique de l'État bourgeois qui doit assurer la pérennité des profits capitalistes et de son accumulation dans une concurrence mondiale féroce au sein du système impérialiste, en bon social-démocrate, détourne les forces de notre classe et de la jeunesse de la lutte anticapitaliste et de la reconstruction nécessaire d'une force syndicale et politique révolutionnaires. En clair, il prépare le terrain vers de nouvelles désillusions, celle-ci porteraient un coup sérieux à la lutte de classe. Notre devoir de parti révolutionnaire est donc de bien d'éclairer cette question et pour se faire de la mettre en débat.

1<https://melenchon2027.fr/wp-content/uploads/2026/10/Comment-nous-allons-remettre-de-l-ordre-dans-les-comptes-publics.pdf>

2<https://melenchon2027.fr/programme/plans-thematiques/investissement/>

<https://melenchon2027.fr/programme/plans-investissement/>

3 <https://doi.org/10.1080/030851147.2025.2506268>